



## Conseil économique et social

Distr. générale  
26 novembre 2018  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la condition de la femme

Soixante-troisième session

11-22 mars 2019

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes  
et à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée  
générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,  
développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle »

### **Déclaration présentée par l'Associated Country Women of the World et Soroptimist International, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\***

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



## Déclaration

### Protection sociale des femmes et des filles ; la durabilité par l'éducation

Pour contribuer à la réalisation du Programme 2030, il est indispensable de redoubler d'efforts et d'élaborer des programmes visant à éduquer et à autonomiser les femmes et les filles au niveau local, en défendant la cause des femmes et des filles touchées par de multiples désavantages, ainsi que de veiller à ce que les lois en vigueur et les politiques et mesures en place garantissent qu'aucune femme ou fille n'est laissée-pour-compte. L'une des plus grandes forces des objectifs de développement durable est qu'ils se rejoignent tous. En d'autres termes, nous ne pouvons atteindre un objectif sans bénéficier des autres. Les objectifs de développement durable 4 (Éducation de qualité) et 5 (Égalité entre les sexes) constituent un socle de protection sociale essentiel à partir duquel tous les objectifs de développement durable peuvent aider les femmes et les filles du monde entier à aller de l'avant de manière durable, à sortir des secteurs les plus pauvres et vulnérables de la société et à jouer, dans leurs communautés, le rôle qui leur revient de droit.

Des informations issues de la World Inequality Database on Education datant de 2018 montrent que les écarts entre femmes et hommes en matière de réussite s'observent généralement dans les familles les plus pauvres, en particulier dans les zones rurales et parmi les peuples autochtones ou les groupes minoritaires. Lorsque ces facteurs s'accumulent, les filles qui se trouvent dans de telles situations ont moins de chance d'avoir accès à l'éducation, même si celle-ci est disponible. Il est de plus en plus urgent d'éliminer ces obstacles.

Dans toute communauté, l'éducation des filles et des jeunes femmes entraîne une hausse de la productivité économique et de la formation de revenus qui profite aux familles et à la communauté. S'efforcer d'éliminer les inégalités entre les sexes dans l'éducation permettra de progresser dans tous les autres domaines du développement social, économique, culturel et politique, et ainsi de disposer d'un socle de protection sociale dans toutes les sociétés.

Investir dans l'éducation des filles, notamment pour en améliorer la qualité et la couverture, offre des prestations sociales qui entraînent une baisse du taux de mortalité et du nombre de naissances non désirées et contribuent à lutter contre la pauvreté, le VIH/sida et la malnutrition. La scolarisation des filles contribue à réduire la violence et les pratiques néfastes à l'égard des femmes et des filles et conduit à une hausse de la croissance par habitant.

Bien que des progrès aient été accomplis, les filles et les femmes qui souhaitent poursuivre des études continuent de se heurter à de nombreux obstacles. De graves problèmes continuent d'entraver le droit à l'éducation dans l'environnement discriminatoire que les filles et les femmes subissent au quotidien. Ils résultent souvent de la pauvreté et de la violence, de normes et pratiques traditionnelles néfastes et d'un manque d'infrastructures. Ils peuvent survenir chaque jour, du moment où une fille ou une femme se réveille au moment où elle se couche.

Les filles contraintes à un mariage précoce ont souvent un accès limité à l'éducation permanente. Les filles qui travaillent dans des exploitations familiales ou aident à la collecte de l'eau risquent de ne jamais aller à l'école. Et même lorsque les filles ont accès à l'enseignement secondaire, elles peuvent régulièrement manquer des cours à cause de l'absence de toilettes ou à cause de tabous entourant la menstruation. Chaque année, des millions de femmes et de filles souffrent d'un manque d'accès à l'eau salubre, de maladies liées à l'eau et d'un manque de services d'assainissement

dans les communautés et les écoles. Les répercussions des changements climatiques sur l'approvisionnement en eau et la collecte de l'eau touchent de manière disproportionnée les femmes, notamment celles qui vivent en milieu rural.

Il faut améliorer les infrastructures comme les transports et les installations scolaires. Afin de poursuivre leurs études avec succès, les femmes et les filles doivent avoir accès à des moyens de transport sûrs et abordables pour se rendre à l'école. Sur place, les locaux doivent offrir un accès sûr à des systèmes d'assainissement et à des installations sanitaires, en tenant compte des besoins particuliers des jeunes femmes et des filles en matière d'hygiène menstruelle ainsi que de ceux des handicapés, et en veillant à ne pas compromettre la sécurité et la dignité de ces personnes.

L'accès à un enseignement de qualité au-delà de l'enseignement primaire, qui offrirait aux femmes et aux filles la possibilité de réaliser leur potentiel, de s'investir dans l'entrepreneuriat social ou de trouver un emploi intéressant, peut être considéré comme un des principaux piliers de la protection sociale. Il est indispensable d'apprendre aux garçons à comprendre non seulement l'importance de cette égalité, mais aussi sa valeur. Les résultats préliminaires du Sondage mondial sur les conditions de vie des femmes rurales réalisé par l'International Forum on Rural Women montrent que 42,5 % des personnes ayant rempli le questionnaire au sein des populations rurales n'ont pas accès à l'enseignement secondaire (de 11 à 16 ans) dans leurs environs immédiats.

La formation et l'acquisition de compétences, y compris l'accès aux technologies modernes, sont nécessaires pour que les femmes et les filles deviennent autonomes d'un point de vue économique. Les progrès des technologies de l'information et des communications, notamment les télécommunications, les ordinateurs et Internet, ont transformé le monde, y compris dans le domaine de l'éducation. Il est urgent d'éliminer les principaux obstacles empêchant de nombreux pays de profiter des nouvelles technologies et de réduire la fracture numérique, tant entre les pays et à l'intérieur de ces derniers qu'entre femmes et hommes. Outre le fait de mettre les technologies de l'information et des communications au service du développement, on sait qu'il est nécessaire de mettre l'accent sur la qualité de l'accès à ces technologies afin de réduire la fracture numérique et combler le fossé des connaissances au moyen d'une stratégie multidimensionnelle tenant compte de la vitesse, de la stabilité, du coût, de la langue, du contenu local et de l'accessibilité pour les personnes handicapées. Des programmes comme celui de l'UNESCO (MIL CLICKS) sont d'une importance critique pour utiliser les technologies de l'information de manière sûre, informée et productive.

En 2018, un rapport d'ONU-Femmes a confirmé que l'accès à Internet augmentait de façon exponentielle et qu'Internet était utilisé pour communiquer et échanger des informations en milieu scolaire, sur les lieux de travail et à la maison. Toutefois, les femmes ne bénéficient toujours pas de cet accès aussi facilement que les hommes. D'après une étude réalisée par ONU-Femmes en 2017, la proportion de femmes utilisant Internet à l'échelle mondiale était de 5,9 points de pourcentage inférieure à celle des hommes. Pour être en mesure de suivre des études et survivre à la mondialisation, les femmes et les filles ne doivent pas être victimes de cette fracture numérique.

Une société saine exige que les femmes et les filles puissent accéder à toutes les formes de connaissances et d'informations relatives à l'éducation sanitaire. Les recherches montrent qu'un tel accès entraînera une amélioration de la santé de la famille et de la communauté. Le docteur Margaret Chan, Directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé, a déclaré en 2010 que l'éducation et la santé allaient de pair. Il existe d'innombrables preuves de ce lien. Nous savons également

que l'éducation des filles a un effet particulièrement positif sur le domaine de la santé. En ce sens, l'éducation et la santé sont comme des sœurs.

L'éducation est un puissant moyen de rompre les cycles qui se répètent de génération en génération : pauvreté, maladie, misère et statut social inférieur. L'UNESCO est également de cet avis, notamment quand elle affirme : « Une éducation de qualité est à la base de la santé et du bien-être. Pour pouvoir mener une vie productive en bonne santé, chacun doit posséder les connaissances nécessaires à la prévention de la maladie et des pathologies. Pour pouvoir étudier, les enfants et les adolescents ont besoin d'être bien nourris et en bonne santé. Les statistiques issues du Rapport mondial de suivi sur l'éducation de l'UNESCO montrent que l'obtention par la mère d'un niveau éducatif supérieur se traduit par une amélioration de la nutrition et des taux de vaccination des enfants, par une réduction des décès d'enfant évitables, de la mortalité maternelle et du VIH. »

Les défaillances des systèmes de santé, la lenteur de l'élaboration de politiques et les inégalités entre les sexes au niveau de la famille et aux niveaux local et national ont des répercussions dévastatrices sur la santé des femmes tout au long de leur vie. Les femmes et les filles sont confrontées non seulement à un ensemble de problèmes spécifiques liés à la santé, mais aussi parfois à des obstacles insurmontables pour accéder aux services. Les gouvernements, les populations locales, la société civile et les particuliers doivent œuvrer de concert pour changer les attitudes et les comportements et lutter contre les inégalités et les défaillances du système qui ont des répercussions négatives sur la santé des femmes et des filles, en mettant l'accent sur l'amélioration des soins préventifs et primaires.

L'éducation permet aux femmes et aux filles d'accéder, à tous les stades de leur vie, à des informations concernant la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation. Il importe également d'éduquer les hommes et les garçons sur le partage des responsabilités en matière de procréation et sur d'autres questions relatives à la sexualité et à la procréation. Il est essentiel que les hommes et les garçons prennent part à ce type de programmes éducatifs, qui leur permettront de mieux comprendre le droit qu'ont les femmes et les filles de prendre des décisions qui ont trait à leur corps et à leur vie. Cela peut, en retour, offrir une protection contre le mariage précoce et la mutilation génitale féminine, et permettre de sortir de la violence domestique et d'autres formes de violence, physique ou mentale.

Il importe de suivre l'évolution des programmes. Il est essentiel que les statistiques qui sont recueillies soient complètes et transparentes, en utilisant des statistiques et des indicateurs qui tiennent compte des disparités entre les sexes. Les statistiques sexospécifiques sont essentielles à l'élaboration de stratégies de financement appropriées, au respect des engagements en matière de droits de l'homme et d'égalité des sexes et au suivi des progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs et cibles de développement durable.

Pour tenir compte des inconvénients et des besoins propres à chaque sexe, il importe d'établir des données ventilées par sexe dans de nombreux autres domaines (par exemple, la répartition des biens et des avoirs entre les femmes et les hommes, les questions sensibles telles que la violence sexiste). Les indicateurs de la condition féminine établiront si l'inégalité entre les sexes a augmenté ou diminué dans le temps (par exemple, dans le secteur de l'emploi, les indicateurs mesurent l'accès aux ressources productives ou les ratios salariaux).

Ces types de donnée et d'indicateur devraient être collectés au niveau national, régional et mondial afin de mesurer les écarts entre les sexes et, par conséquent, adapter les programmes de développement pour remédier aux inégalités, assurer l'autonomisation des femmes et garantir une protection sociale minimale. Au

minimum, des données ventilées par âge, sexe, zone géographique, revenu, handicap, orientation sexuelle, race, origine ethnique et d'autres facteurs pertinents pour surveiller les inégalités (notamment les inégalités multiples subies par les femmes et les filles) devraient être disponibles pour évaluer les progrès réalisés dans le cadre du Programme 2030.

Il a été établi que les systèmes et mesures de protection sociale adaptés au contexte national, notamment les socles de protection sociale, jouaient un rôle essentiel pour réduire la pauvreté et la vulnérabilité des femmes, des enfants, des personnes âgées, des peuples autochtones et des personnes handicapées. Les mesures de protection sociale présentent un grand potentiel pour favoriser l'exercice des droits à l'éducation, à la sécurité sociale, à la santé, à l'alimentation, au logement et à l'eau, conformément aux obligations que le droit international des droits de l'homme impose aux États. Lorsque les garanties qu'ils offrent sont considérées comme des minima et non comme des objectifs à atteindre, les socles de protection sociale peuvent grandement contribuer à l'égalité des genres et au respect des droits au niveau essentiel minimum, en particulier pour les groupes marginalisés.

La protection sociale est perçue comme un investissement dans le capital humain et, partant, dans le développement économique et social à long terme. Les systèmes et des socles de protection sociale adaptés au contexte national contribuent de manière notable à la réalisation des objectifs de développement durable concernant l'élimination de la pauvreté, ainsi qu'à l'obtention de retombées positives sur la croissance économique, la cohésion sociale et le développement social. Ils jouent un rôle fondamental dans l'établissement de sociétés résilientes et respectueuses de l'environnement, et contribuent à réduire les inégalités fondées sur le sexe.

Depuis des décennies, les États Membres concluent des accords et adoptent des résolutions garantissant aux femmes et aux filles l'accès à de nombreuses formes de protection sociale. Toutefois, pour beaucoup d'entre elles, la sécurité personnelle et familiale, l'accès à l'éducation, la sécurité économique, l'accès au logement sûr et la santé sont loin d'être une réalité. Il n'est plus acceptable qu'aucune mesure n'ait été prise, ou que les mesures prises soient appliquées lentement. Afin de réaliser les objectifs du Programme 2030, les gouvernements doivent immédiatement honorer les promesses qu'ils ont faites pour que personne ne soit laissé de côté.

Nous exhortons vivement les États Membres à appliquer toutes les résolutions précédemment convenues, qui constituent un socle de protection sociale, afin de permettre aux femmes et aux filles de sortir de la pauvreté et de la vulnérabilité, de s'instruire et de mener une vie digne en tant que membres de leurs communautés.

La présente déclaration a reçu l'appui des organisations accréditées auprès du Conseil économique et social suivantes :

- Widows for Peace through Democracy ;
- Women for Water Partnership ;
- World Association of Girl Guides and Girl Scouts ;
- Zonta International.